

ÉLECTIONS ET PROCESSUS ÉLECTORAUX

La tenue régulière d'élections inclusives, libres et justes est l'un des fondements de la démocratie. Le Canada met son expertise considérable en la matière au service de ceux qui en ont besoin, et fournit du soutien à l'égard des instances et des processus électoraux tout au long du cycle électoral. Le Canada soutient aussi la capacité des citoyens de participer aux processus électoraux et de les surveiller.

Les contributions du Canada à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en 2013-2014 ont permis de soutenir la démocratie en Afrique francophone au moyen d'une aide technique et organisationnelle, de même que d'une formation aux membres des organes électoraux dans des pays comme Madagascar, le Mali, la

Guinée, la République démocratique du Congo et le Cameroun, afin de renforcer leur capacité de créer des listes électorales crédibles et d'éviter les irrégularités dans le processus électoral.

Le Canada est fier du rôle qu'il joue au sein de la Francophonie, en particulier dans le contexte du dossier de modernisation de l'OIF, organisation dont il est le deuxième donateur en importance. Sa participation au sein de la Francophonie met en relief la dualité linguistique qui le caractérise et son engagement à l'égard du développement démocratique, du respect des droits de la personne, du renforcement de la primauté du droit et de la réduction de la pauvreté. L'appartenance du Canada à la Francophonie donne aux Canadiens plus d'occasions d'exercer une influence sur la scène internationale dans les domaines de la langue et de la culture, de l'économie et des nouvelles technologies, ainsi que du développement international.

En novembre 2013, le ministre du Développement international et de la Francophonie, l'honorable Christian Paradis, a assisté à la 29^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie et à la Conférence générale de l'UNESCO, où il a souligné le rôle de chef de file du Canada aux chapitres de la promotion de la croissance économique durable et de la réduction de la pauvreté, et il a fait valoir les priorités de la politique étrangère du Canada que sont le soutien de la démocratie, le respect des droits de la personne et la bonne gouvernance.

SOCIÉTÉ CIVILE, MÉDIAS INDÉPENDANTS ET PARTIS POLITIQUES

La société civile joue un rôle essentiel dans les sociétés démocratiques. Les organisations de la société civile constituent un moyen pour les citoyens, y compris les plus vulnérables et les plus marginalisés, de s'organiser afin de défendre leurs valeurs et leurs intérêts. Elles représentent un important intermédiaire et médiateur entre la population et son gouvernement, et permettent aux citoyens de demander des comptes à leurs dirigeants, leur donnant ainsi la possibilité d'intervenir dans les décisions qui les touchent. Les programmes qu'appuie le Canada contribuent au développement de la société civile au moyen de formation et de soutien technique, ainsi que de la promotion et de la protection de l'espace qui lui est accordé.

Une société forte et démocratique se distingue également par la présence de médias actifs et indépendants, lesquels peuvent faire office de catalyseur de changements démocratiques et favoriser une gouvernance ouverte et responsable. Toutefois, dans de nombreux pays, seuls les dirigeants peuvent s'exprimer, par l'entremise des médias contrôlés par l'État. Le Canada soutient l'indépendance des médias tant traditionnels que nouveaux, et s'emploie à renforcer la capacité de fournir à la population les renseignements dont elle a besoin pour participer à la prise de décisions éclairées et démocratiques.

En Sierra Leone, par exemple, le MAECD a appuyé l'important rôle de surveillance que jouent les médias indépendants en offrant de la formation aux journalistes et aux étudiants en journalisme afin qu'ils soient en mesure de couvrir efficacement les questions d'intérêt local en

PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE EN UKRAÏNE



Le Canada a appuyé le processus électoral en Ukraine en finançant le déploiement d'une équipe de 26 observateurs électoraux canadiens à court terme (y compris trois députés) dans le cadre de la tenue de nouvelles élections parlementaires dans cinq circonscriptions le 15 décembre 2013. Le rapport de la mission d'observation électorale comprenait une évaluation de la tenue des élections dans ces circonscriptions, ainsi que des recommandations pour améliorer le processus électoral en prévision des élections présidentielles du 25 mai 2014.

De plus, le Canada a collaboré étroitement avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en vue d'une mission d'évaluation des droits de la personne en Ukraine. Le rapport de la mission décrivait les faits et circonstances liés à la situation des droits de la personne en Ukraine. Il renfermait aussi des recommandations pour aider à accroître la capacité des autorités ukrainiennes et de la communauté internationale d'améliorer la situation des droits de la personne et des droits des minorités dans ce pays.